

# Un nouveau consensus pour un monde habitable

## Partage international n° 269 - Février 2011

par Federico Mayor Zaragoza

*par Federico Mayor, Olivella Martí et Roberto Savio*

L'Histoire nous jugera sévèrement si nous ne parvenons pas à répondre convenablement aux possibilités et défis générés par la crise mondiale actuelle. Au lieu d'utiliser les 50 milliards de dollars destinés à l'éradication de la pauvreté, l'un des Objectifs du millénaire, les gouvernements se sont entendus pour consacrer cinquante fois cette somme au sauvetage des banques spéculatrices « trop grosses pour s'effondrer », contredisant leur propre doctrine néolibérale qui laisse au marché le soin de s'autoréguler sans intervention de l'Etat. Les « sauveteurs » appauvris sont maintenant victimes d'institutions financières qui, par l'intermédiaire d'agences de notation à leur service, portent la spéculation à de nouveaux sommets. Il faut donc clairement un nouveau consensus pour remplacer le Consensus de Washington, principale origine des multiples crises que nous connaissons aujourd'hui : financières, environnementales, politiques, démocratiques et morales.

Au lieu de régler le système financier, d'éliminer les paradis fiscaux et d'initier une nouvelle stratégie de Défense fondée sur l'auto-désarmement, nous continuons à autoriser une économie de spéculation et de guerre (4 milliards de dollars sont investis quotidiennement dans les dépenses militaires, tandis que dans le même laps de temps 70 000 êtres humains meurent de faim). Cette situation est moralement inacceptable.

Après la bulle Internet de 1995 et la bulle immobilière de 2007, après avoir utilisé notre argent pour sauver les institutions financières, ces dernières refusent non seulement d'accorder des prêts, mais continuent à spéculer et à s'acharner sur les entités publiques qui viennent de les sortir du borbier.

La crise provoquée par le consensus actuel - par action, omission ou complicité - a même accru le nombre de personnes souffrant de la faim. Nous sommes complices de l'« homicide involontaire » de

ceux qui, en raison de la faim et de leurs conditions humainement inadmissibles, viennent grossir les vagues d'émigrants désespérés qui, au péril de leur vie, tentent de rejoindre les côtes de l'abondance ou, dans d'autres cas, ont recours à la violence armée contre la violence structurelle qu'ils doivent subir. La pauvreté n'est pas toujours génératrice de violence. La faim, oui, très souvent, parce que *c'est de la violence*.

Les mêmes pays qui ont remplacé les principes démocratiques par les lois du marché, et l'Organisation des Nations unies par des groupes de pays les plus riches et les plus puissants de la planète (G7, G8, etc.), continuent de croire que les profits des multinationales sont plus importants que la vie des populations pauvres ou des futures générations. Ignorant les avertissements répétés, ils ne parviennent pas à modifier leur modèle énergétique ou à limiter le changement climatique, qui menace la survie de tous, riches et pauvres.

Le consensus actuel a donné lieu à une situation très grave dans laquelle 80 % de la richesse du globe est entre les mains de 20 % de la population mondiale, tandis que l'autre 80 % survit à peine avec seulement 20 % des ressources, et souvent dans une situation désespérée.

Dans le Consensus de Washington, sept grands consortiums de multimédia contrôlent la production culturelle, publicitaire et médiatique mondiale, influençant les perceptions, émotions, conceptions, désirs et décisions des citoyens, les incitant à adopter des modes de consommation et de comportement.

C'est ce consensus influent, et non remis en cause, qui ces dernières décennies a généré ou aggravé les crises mondiales - financières, économiques, alimentaires, énergétiques, environnementales, démocratiques, morales - qui nous affectent. Ce consensus influent, issu d'universités ultraconservatrices et de groupes de réflexion appartenant à de hautes sphères publiques et privées, a été repris à leur compte par des médias dominés par quelques entreprises, pour constituer le soi-disant « Consensus de Washington », dont les principes ont servi de fondement à une série de politiques et de stratégies des principales institutions de la capitale américaine (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Département

du Trésor, la Réserve fédérale, etc.) gérées et conseillées par d'ex-dirigeants de grandes banques et des spéculateurs de Wall Street. Il apparaît donc évident que le Consensus de Washington, qui a guidé les politiques responsables de la crise mondiale et de ses conséquences désastreuses pour les citoyens et l'environnement, ne peut continuer à dicter notre destin, ni à diriger le monde. *Un nouveau consensus doit être atteint*, qui tiendra compte des valeurs démocratiques et des « règles du jeu » politiques, économiques, financières, médiatiques, etc. qui devraient présider à un monde libre et fini. Mais ce nouveau consensus ne pourra venir de ceux qui cherchent à maintenir le consensus actuel à tout prix.

## De nouveaux acteurs

Le nouveau consensus doit être atteint avec de nouveaux acteurs : avec ceux qui réalisent que nous ne sommes pas sur la bonne voie ; avec ceux qui ont proposé des solutions de rechange ; avec ceux qui souffrent des effets les plus destructeurs de la mondialisation néolibérale. Le Consensus de Washington a été créé par un petit groupe de personnes, en grande majorité des hommes du Nord, des chefs de gouvernement, des hommes d'affaires et des financiers.

Le nouveau consensus doit être atteint entre de nombreux groupes différents, des hommes et femmes de toutes les régions du monde et de différents secteurs de la société civile qui, par leurs différents points de vue et leur volonté commune d'aider l'humanité, apporteront des éléments susceptibles d'orienter les politiques publiques vers une *planète habitable pour tous*. Mission difficile, mais non impossible : « *Aucun défi n'est hors de portée de la capacité créatrice de l'espèce humaine* », avait proclamé le président John Fitzgerald Kennedy en 1963, quelques mois avant son assassinat.

Le temps des études et des analyses est révolu : le moment d'une action urgente et concertée est venu. Un groupe d'organismes, doté d'un Conseil consultatif international qui pourrait comprendre jusqu'à 20 femmes et 20 hommes de tous les continents<sup>2</sup>, a initié un projet en vue de parvenir à un *consensus portant sur des solutions de rechange au consensus actuel « mondialisant » fondé sur le marché*. Utilisant les possibilités de communication et de consultation qu'offre le cyberspace, ce groupe invitera 300 individus à se joindre à lui : autant de femmes que d'hommes choisis en fonction de leur provenance géographique (180 de l'Asie, 46 de l'Afrique, 42 de l'Amérique, 32 de l'Europe et 2 de l'Océanie), ainsi que de leur appartenance à

différents secteurs de la société, tels que les mouvements sociaux, les associations, les ONG, les syndicats, les secteurs économiques et financiers, la communauté culturelle et scientifique, les universités, les forums sociaux, les organisations internationales, ainsi que d'anciens chefs de gouvernement, etc.

Grâce à leur profonde connaissance de la manière dont la situation actuelle pourrait être modifiée, ces premiers participants sont en mesure d'offrir des solutions en ce qui concerne les grands pouvoirs mondiaux actuels, qu'ils soient d'ordre militaire, énergétique, économique ou médiatique (les « pouvoirs dominants »). Pour ce qui concerne les clés de certaines des solutions proposées citons :

1. *Au plan militaire* : le désarmement nucléaire et l'ajustement technologique de la Défense à la nature des conflits actuels, et le retrait progressif des armes non appropriées aux conflits actuels.
2. *Au plan énergétique* : la réduction de la consommation des combustibles fossiles qui émettent des gaz à effet de serre, notamment le CO<sub>2</sub> et leur remplacement, particulièrement en ville, par des sources d'énergie renouvelable.
3. *Au plan économique* : la transition d'une économie fondée sur la spéculation, l'externalisation de la production et de la guerre à une économie de développement mondial durable, grâce à la régulation des marchés et à l'élimination des paradis fiscaux, ainsi qu'à une amélioration des approvisionnements alimentaires au moyen de l'agriculture, l'aquaculture et la biotechnologie, de même qu'à la récupération, la gestion et la production d'eau.
4. *Au plan médiatique* : le rétablissement de la liberté d'expression et l'accès à une information digne de ce nom, notamment en militant contre la concentration des moyens de communication et les graves risques d'uniformisation culturelle que cette situation comporte (en particulier de la part de l'énorme industrie du divertissement).

A ces mesures s'ajoute, tel qu'établi dans ce grand pacte mondial, la suggestion de renforcer le rôle des Nations unies en les dotant de ressources propres, techniques et financières adaptées à ce nouveau rôle, et de remplacer l'actuel système ploutocratique [basé sur la fortune] par un système multilatéral fondé sur la conception initiale du président Roosevelt. Cette structure permettrait une action rapide et coordonnée en cas de catastrophes naturelles, en fournissant les moyens technologiques appropriés et

un personnel apte à intervenir lors de tremblements de terre, inondations, incendies, etc. De même, le financement alternatif doit être recherché, en particulier au moyen des transactions électroniques, reconnues efficaces selon des études de faisabilité. Et une fois qu'il aura été établi que le prix de la drogue n'a pas d'effet sur la limitation de sa consommation, il faudra le réguler afin d'éliminer progressivement, et à court terme, la violence et les problèmes sociaux générés par son trafic ; les trafics d'armes, de capitaux et principalement de personnes persisteront si une totale impunité se perpétue au niveau supranational.

### **Le consensus de Barcelone**

En résumé, les participants doivent suggérer des réponses aux cinq questions fondamentales suivantes : 1) en partant du monde auquel nous aspirons tous (notre système de valeurs), 2) à l'intérieur du monde fini dans lequel nous vivons (le système écologique), 3) nous devons déterminer comment nous voulons nous organiser (les systèmes politiques), 4) comment nous voulons nous administrer (les systèmes économiques) et 5) comment nous voulons communiquer (les systèmes de communication). Ces propositions, envoyées par courrier électronique au secrétariat, seront analysées, classées et traduites en anglais, espagnol, français, arabe et chinois, et seront ensuite soumises à la délibération sur une plate-forme Internet, de manière à évaluer le degré d'accord obtenu.

Un projet de Déclaration sera rédigé, que le groupe compte présenter lors du Forum social mondial qui se tiendra à Dakar entre le 7 et le 11 février 2011. Par la suite, un nouveau *Consensus de Barcelone* sera soumis à l'approbation sur Internet.

La version 1.0 du « Consensus de Barcelone » guidera les différents secteurs et pays sur la façon de remplacer l'actuel Consensus de Washington par un nouveau permettant, en quelques années, de créer un monde habitable et paisible pour tous. Il sera le premier fruit d'une nouvelle communauté interculturelle et intersectorielle convaincue que *le temps est venu d'une grande mobilisation citoyenne à travers le monde*. Il sera élargi et renforcé afin de progresser au niveau consensuel et éthique, de fixer de nouvelles normes politiques, économiques, médiatiques, environnementales, etc. *qui assureront une réponse durable aux besoins humains fondamentaux, pour toute la population de la terre, dans un monde fini*.

Le processus est donc désormais ouvert aux contributions de la société civile mondiale. Nous

sommes confiants que le Consensus de Barcelone contribuera à développer les nouveaux points de référence dont le monde a besoin pour remodeler la dynamique mondiale, et façonner notre bien commun le plus précieux, l'avenir.

---

1. Alliance for Freedom and Dignity (Barcelone) ; Ubuntu : Fòrum Mundial de Xarxes de la Societat Civil (Barcelone) ; IDHC : Institut de Drets Humans de Catalunya (Barcelone) ; Fundació Alfons Comín (Barcelone) : Centre d'Estudis sobre Moviments Socials, UPF (Barcelone), Illacrua (Barcelone) : Fundació Cultura de Pau (Madrid) ; Patrir : Institut roumain pour la paix, la formation et la recherche (Cluj, Roumanie) ; CRID : Centre de recherche et d'information pour le développement (Paris) ; Association européenne pour la défense des droits de l'homme (Bruxelles) ; Alop : Asociación latinoamericana de Orgs. de Promoción al Desarrollo (Mexico) ; Ibase : Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (Rio de Janeiro) ; CAD : Coalition des alternatives africaines dette et developpe-ment (Bamako, Mali) ; Société palestinienne de soins médicaux (Ramallah, Palestine) ; CETRI : Centre tricontinental (Lovain-la-Neuve, Belgique) ; Demos (México)...

2. Adolfo Pérez Esquivel (Argentine), Ahmed Rahmani (France-Maroc), Aminata Traoré (Mali), Anwarul Chowdhury (Bangladesh), Ana Esther Ceceña (Mexique), Aung San Suu Kyi (Myanmar), Boaventura de Sousa Santos (Portugal), Cândido Grzybowski (Brésil), Cynthia McKinney (E.-U.), Fatma Alloo (Tanzanie), Federico Mayor (Espagne), François Houtart (Belgique), Gertrude Mongella (Tanzanie), Hazel Henderson (E.-U.), Ibrahim Coulibaly (Mali), Ioanna Kuçuradi (Turquie), Lau Kin Chi (Chine), Luisa Morgantini (Italie), Mustafa Barghouti (Palestine), Pan Guang (Chine), Pierre Beaudet (Canada), Ruth Bamela Engo-Tjega (Cameroun), Anaisabel Prera (Guatemala), P. V. Rajagopal (Inde), Samir Amin (Egypte-Sénégal), Shirin Ebadi (Iran), Sultan Bakarar (G.-B. - Jordanie), Susan George (E.-U.-France), Vandana Shiva (Inde), Virginia Vargas (Pérou), Walden Bello (Philippines).

3. Ce processus est ouvert aux contributions de toutes les personnes et organisations qui soutiennent Manifesto 2010 : for a habitable world for all. Nous accueillons les suggestions de candidatures pour le groupe des 300 participants, mais l'organisation ne peut inviter que ceux qui lui permettront de maintenir les équilibres fixés quant au sexe, à l'origine géoculturelle et à la connaissance des thèmes sous-jacents aux projets.

Pour plus d'informations visitez le site :  
[www.barcelonaconsensus.org](http://www.barcelonaconsensus.org).

**Auteur** : Federico Mayor Zaragoza, Biochimiste de formation, a été directeur général de l'Unesco de

1987 à 1999. Ses efforts inlassables pour faire de l'éducation un instrument de paix lui ont valu une réputation internationale.

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Point de vue](#) ()